

Chambre des Représentants

SESSION 1961-1962.

3 JUILLET 1962.

PROJET DE LOI

modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955 et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT

AU TEXTE

ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 2.

Au 2^e alinéa, entre les mots « après avis » et les mots « de la commission paritaire compétente », insérer les mots : « conforme et unanime ».

Art. 7bis (nouveau).

Insérer un article 7bis (nouveau), libellé comme suit :

« Il est inséré, dans la même loi, un article 24bis, libellé comme suit :

La quittance pour solde de compte, remise par le travailleur dès le moment où le contrat prend fin, ne signifie pas pour celui-ci qu'il renonce à ses droits. »

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

A

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1961-1962.

3 JULI 1962.

WETSONTWERP

tot wijziging van de wetten van 10 maart 1900 op de arbeidscontract, van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon, de wetten betreffende het bediendencontract geordend bij het koninklijk besluit van 20 juli 1955 en de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomsten wegens dienst op binnenschepen.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE REGERING

OP DE TEKST

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 2.

In het tweede lid, tussen de woorden « na advies » en de woorden « van het bevoegd paritaire comité », invoegen de woorden : « eensluidend en eenparig ».

Art. 7bis (nieuw).

Een artikel 7bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

In dezelfde wet wordt een artikel 24bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

De kwijting voor saldo van rekening door de arbeider afgeleverd op het ogenblik dat het contract een einde neemt, betekent voor de arbeider niet dat hij afziet van zijn rechten. »

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. SERVAIS.

Voir :

369 (1961-1962) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Rapport.
- N° 5 et 6 : Amendements.

Zie :

369 (1961-1962) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 en 3 : Amendementen.
- N° 4 : Verslag.
- N° 5 en 6 : Amendementen.

II. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. PARISIS

AU TEXTE

ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 16.

1) A l'article 29, in fine du § 1, remplacer les mots « un mois » par les mots « trois mois. »

2) Au même article 29, compléter le § 3 par un littéra d) libellé comme suit :

« d) est tombé malade ou s'est blessé à la suite d'une infraction ayant entraîné une condamnation définitive à une peine criminelle comme auteur, coauteur ou complice. »

Art. 22.

Compléter l'article 9 par des §§ 3, 4, 5 et 6 (nouveaux), libellés comme suit :

« § 3. — L'employé engagé pour une durée indéterminée conserve pendant les trente premiers jours d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, le droit à la rémunération prévue dans la convention.

Il en est de même en ce qui concerne l'employé engagé pour une durée déterminée de trois mois au moins ou pour une entreprise déterminée lorsque la réalisation de l'objet du contrat doit entraîner normalement une occupation d'au moins trois mois.

§ 4. — La rémunération visée au § 3 n'est pas due une nouvelle fois lorsqu'une nouvelle incapacité de travail survient dans les douze premiers jours ouvrables qui suivent la fin d'une période d'incapacité de travail ayant donné lieu au paiement de la rémunération pour une période de trente jours.

Toutefois la rémunération visée au § 3 est due :

1° pour la partie de la période de trente jours restant à courir, si la première période d'incapacité de travail n'a pas donné lieu au paiement de la rémunération durant une période de trente jours.

2° lorsque l'employé établit par un certificat médical que cette nouvelle incapacité de travail est due à une autre maladie ou à un autre accident.

§ 5. — La rémunération visée au § 3 n'est pas due à l'employé qui :

a) s'est blessé, fait blesser ou rendu malade intentionnellement;

b) a été accidenté à l'occasion d'un exercice physique pratiqué au cours ou en vue d'une compétition ou d'une exhibition sportive;

c) a été accidenté en dehors des occupations professionnelles impliquant l'assujettissement à la sécurité sociale, en

II. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER PARISIS

OP DE TEKST

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 16.

1) In artikel 29, in fine van § 1, de woorden « één maand » vervangen door de woorden « drie maanden ».

2) In hetzelfde artikel 29, § 3 aanvullen met een littéra d), die luidt als volgt :

« d) ziek geworden is of zich gekwetst heeft ingevolge een misdrijf dat een onherroepelijke veroordeling tot een criminele straf als dader, mededader of medeplichtige ten gevolge heeft gehad. »

Art. 22.

Artikel 9 aanvullen met §§ 3, 4, 5 en 6 (nieuw), die luiden als volgt :

« § 3. — Gedurende de eerste dagen van de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een ziekte of ongeval, behoudt de bediende, aangeworven voor een onbepaalde tijd, het recht op de in de overeenkomst voorziene bezoldiging.

Dit geldt eveneens voor de bediende aangeworven voor een bepaalde tijd van ten minste drie maanden of voor een bepaald werk, wanneer uit de toepassing van de overeenkomst normaal een tewerkstelling van ten minste drie maanden moet voortvloeien.

§ 4. — De onder § 3 bedoelde bezoldiging is niet opnieuw verschuldigd wanneer zich een nieuwe arbeidsongeschiktheid voordoet binnen de eerste twaalf werkdagen die volgen op het einde van een periode van arbeidsongeschiktheid welke aanleiding heeft gegeven tot de betaling van een bezoldiging voor een periode van dertig dagen.

De onder § 3 bedoelde bezoldiging is evenwel verschuldigd :

1° voor het nog te lopen gedeelte van de periode van dertig dagen, indien de eerste periode van arbeidsongeschiktheid geen aanleiding heeft gegeven tot de betaling van de bezoldiging tijdens een periode van dertig dagen;

2° wanneer de bediende bij middel van een geneeskundig getuigschrift bewijst dat deze nieuwe arbeidsongeschiktheid te wijten is aan een andere ziekte of een ander ongeval.

§ 5. — De onder § 3 bedoelde bezoldiging is niet verschuldigd aan de bediende die :

a) zich opzettelijk heeft gekwetst, doen kwetsen of ziek gemaakt;

b) een ongeval heeft opgelopen naar aanleiding van een lichaams oefening uitgevoerd in de loop van of met oog op een sportieve competitie of exhibitie;

c) een ongeval heeft opgelopen buiten de beroepsarbeid waardoor hij onder de sociale zekerheid valt, tijdens de uit-

effectuant des travaux lucratifs qui donnent lieu à assujettissement au régime des allocations familiales des non-salariés;

d) est tombé malade ou s'est blessé à la suite d'une infraction ayant entraîné une condamnation définitive à une peine criminelle comme auteur, coauteur ou complice. »

§ 6. — L'action contre les tiers responsables de l'accident visé au § 1^{er} peut être exercée par l'employeur en lieu et place de la victime ou des ayants droit. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement vise à la fois à apporter un aménagement de forme et une modification de fond.

Il paraît en effet, d'une part, de meilleure technique législative de ne pas prescrire dans le même article — en l'occurrence l'article 23 du projet — des dispositions s'appliquant et à la maladie ou à l'accident de droit commun et à l'accident du travail. Il est plus clair, semble-t-il, de regrouper dans l'article 22 tout ce qui concerne la maladie ou l'accident de droit commun et de ne laisser dans l'article 23 que les dispositions spécifiques à l'accident du travail. Voilà pour la forme.

Quant au fond, dans le même souci que celui exprimé au sujet de l'amendement proposé à l'article 16, et partant de la constatation que l'intervention de l'entreprise en cas de maladie de l'employé est en fait subordonnée à une certaine stabilité de celui-ci dans l'entreprise, il y a lieu de réserver le bénéfice de cette intervention aux employés engagés pour une durée indéterminée et qui ne sont pas sous clause d'essai, de même qu'aux employés engagés pour une durée ou une entreprise déterminées de plus de trois mois. De la sorte, seuls resteront à charge de l'A.M.I. les employés qui sont soumis à un contrat à l'essai ou qui sont engagés pour une durée inférieure à trois mois.

Conformément à l'avis exprimé par le Conseil National du Travail, il faut en outre exclure le paiement de la rémunération aux employés malades ou accidentés à la suite d'une infraction ayant entraîné la condamnation à une peine criminelle.

Art. 23.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'article 10 des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 10. — § 1. — En cas d'incapacité de travail résultant d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail, l'employé engagé pour une durée indéterminée conserve, pendant les trente premiers jours d'incapacité de travail, le droit à la rémunération prévue dans la convention.

Il en est de même en ce qui concerne l'employé engagé pour une durée déterminée de trois mois au moins ou pour une entreprise déterminée lorsque la réalisation de l'objet du contrat doit entraîner normalement une occupation d'au moins trois mois.

§ 2. — Lorsque l'engagement est fait à l'essai, pour une durée déterminée de moins de trois mois ou pour une entreprise déterminée lorsque la réalisation de l'objet du contrat doit entraîner normalement une occupation inférieure à trois mois, l'employé conserve le droit à sa rémunération pendant une période de sept jours.

§ 3. — La journée de travail interrompue en raison d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail et payée à l'employé accidenté en vertu des dis-

voering van een winstgevende bedrijvigheid welke voor de belanghebbende de aanleiding is om onder toepassing te vallen van de kinderbijslagregeling voor niet-loontrekken:

d) ziek is geworden of zich gekwetst heeft ingevolge een misdrijf dat een onherroepelijke veroordeling tot een criminele straf als dader, mededader of medeplichtige ten gevolge heeft gehad. »

§ 6. — De rechtsvordering tegen derden, die aansprakelijk zijn voor het in § 1 bedoelde ongeval, kan door de werkgever in de plaats van het slachtoffer of van de rechtverkrijgenden worden ingesteld. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement beoogt tegelijk een aanpassing naar de vorm en een wijziging van de inhoud.

Immers, wat de wetgevende techniek betreft, schijnt het niet aan te raden, in hetzelfde artikel — namelijk in artikel 23 van het ontwerp — bepalingen op te nemen die toepasselijk zijn én op een ziekte of ongeval van gemeen recht én op het arbeidsongeval. Het ware klaarder, al wat de ziekte of het ongeval van gemeen recht betreft, in artikel 22 samen te brengen, en in artikel 23 slechts de bepalingen te laten die eigen zijn aan het arbeidsongeval. Ziedaar wat de vorm betreft.

Wat de inhoud aangaat — met dezelfde bekommernis als geuit bij het amendement op artikel 16, uitgaande van de vaststelling, dat de tussenkomst van de onderneming in geval van ziekte van de bediende in feite afhankelijk is van een zekere stabiliteit van deze laatste in de onderneming — moet deze tussenkomst voorbehouden zijn voor de bedienden die voor een onbepaalde tijd zijn aangeworven en niet op de proef werken, alsmede voor de bedienden aangeworven voor een bepaalde tijd of een bepaald werk van meer dan drie maanden. Zo zullen ten laste van de ziekteverzekering alleen die bedienden blijven, die gebonden zijn door een overeenkomst op de proef of zijn aangeworven voor een periode van minder dan drie maanden.

Overeenkomstig het advies van de Nationale Arbeidsraad, dient daarenboven ook uitgesloten te worden de uitbetaling van de wedde aan de ziekte of gekwetste bedienden ten gevolge van een misdrijf dat de veroordeling tot een criminele straf ten gevolge heeft gehad.

Art. 23.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 10 van dezelfde geordende wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Art. 10. — § 1. — In geval van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg naar en van het werk, behoudt de bediende, aangeworven voor een onbepaalde tijd, gedurende de eerste dertig dagen der arbeidsongeschiktheid, het recht op de in de overeenkomst voorziene bezoldiging.

Dit geldt eveneens voor de bediende aangeworven voor een bepaalde tijd van ten minste drie maanden of voor een bepaald werk, wanneer uit de toepassing van de overeenkomst normaal een tewerkstelling van ten minste drie maanden moet voortvloeien.

§ 2. — Wanneer de bediende aangeworven werd op proef, voor een bepaalde tijd van minder dan drie maanden of voor een bepaald werk wanneer uit de toepassing van de overeenkomst normaal een tewerkstelling van minder dan drie maanden moet voortvloeien, behoudt de bediende het recht op zijn bezoldiging tijdens een periode van zeven dagen.

§ 3. — De arbeidsdag die onderbroken wordt ten gevolge van het werkongeval en aan de door het ongeval getroffen bediende betaald wordt, krachtens de bepalingen van arti-

positions de l'article 5bis doit être considérée comme le premier jour de la période de 30 ou de 7 jours prévue aux §§ 1 et 2.

Par dérogation à l'article 2 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et à l'article 3 de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, la société ou la caisse d'assurance visée à l'article 9 des lois coordonnées, la Caisse commune de la marine marchande et la Caisse commune de la pêche maritime visées respectivement aux articles 12 et 18 de la loi du 30 décembre 1929, sont tenues de verser à l'employeur les indemnités journalières dues à l'employé pour la même période.

Dans ce cas, les cotisations prévues par l'article 11bis de ces lois coordonnées ou par l'article 8bis de la loi du 30 décembre 1929 précitée, ne sont pas dues.

§ 4. — L'action contre les tiers responsables de l'accident du travail ou de l'accident survenu sur le chemin du travail peut être exercée par l'employeur en lieu et place de la victime ou des ayants droit. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement est purement formel.

Il ne retient dans l'article 23 que les dispositions qui concernent l'incapacité résultant d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail. L'article y gagne en clarté et l'application s'en trouvera par conséquent facilitée.

kel 5bis, moet beschouwd worden als de eerste dag van de periode van 30 of 7 dagen, bedoeld sub §§ 1 en 2.

In afwijking van artikel 2 van de geordende wetten betreffende de vergoeding der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen en van artikel 3 van de wet van 30 december 1929 betreffende de vergoeding der schade voortspruitend uit de arbeidsongevallen overkomen aan zeelieden zijn de in artikel 9 van de geordende wetten bedoelde maatschappij of verzekeringskas, de in artikelen 12 en 18 der wet van 30 december 1929 bedoelde Gemeenschappelijke kas voor de koopvaardij en de Gemeenschappelijke kas voor de zeevisserij, ertoe gehouden de dagelijkse vergoedingen, die aan de bediende verschuldigd zijn voor dezelfde periode, aan de werkgever te storten.

In dat geval zijn de in artikel 11bis van deze geordende wetten of de in artikel 8bis van de voormelde wet van 30 december 1929 bedoelde bijdragen niet verschuldigd. »

§ 4. — De rechtsvordering tegen derden, die aansprakelijk zijn voor het arbeidsongeval of voor het ongeval op de weg naar of van het werk, kan door de werkgever in de plaats van het slachtoffer of van de rechtverkrijgenden worden ingesteld. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement betreft enkel de vorm.

Het laat in artikel 23 alleen de bepalingen staan die betrekking hebben op de ongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg naar of van het werk. Daardoor wint het artikel aan duidelijkheid en zal het dus gemakkelijker kunnen worden toegepast.

A. PARISIS.

Art. 44.

In fine, ajouter ce qui suit :

« Jusqu'au 31 décembre 1963, la carence prévue par l'article 16 de cette loi, est portée à deux jours, lorsque l'incapacité de travail ne dépasse pas sept jours. »

JUSTIFICATION.

Dans la législation actuelle la carence est de trois jours pour toutes les incapacités qui ne dépassent pas quatorze jours.

Dans le cadre de l'assurance-maladie-invalidité ce délai est considéré comme un minimum pour permettre aux organismes-assureurs de se rendre compte du caractère réel de la maladie.

On s' imagine difficilement que les employeurs, surtout les petits ne disposeraient que d'un seul jour là où des organismes spécialisés exigeraient trois jours.

Nous ne voudrions pourtant pas insérer cette disposition d'une façon définitive dans le texte de la loi.

C'est pourquoi nous proposons de la supprimer à partir du 1 janvier 1964; entretemps les employeurs auront eu le temps nécessaire pour préparer un dispositif apte à effectuer un contrôle aussi rapide que possible.

Art. 44.

In fine, toevoegen wat volgt :

« Tot 31 december 1963 wordt de bij artikel 16 van deze wet bepaalde carenstijd op twee dagen gebracht, als de arbeidsongeschiktheid niet meer dan zeven dagen bedraagt. »

VERANTWOORDING.

In de huidige wetgeving bedraagt de carenstijd drie dagen voor al de gevallen van arbeidsongeschiktheid van niet meer dan veertien dagen.

In de regeling van de verzekering tegen de gevolgen van ziekte en invaliditeit wordt die termijn beschouwd als een minimum om de verzekeringsorganismen de gelegenheid te geven om na te gaan of de betrokkene werkelijk ziek is.

Men kan zich bezwaarlijk indenken dat de werkgevers, vooral de kleine, maar over één dag zouden beschikken, terwijl gespecialiseerde organen drie dagen eisen.

Nochtans wensen wij deze bepaling niet voorgoed in de tekst van de wet in te voegen.

Daarom stellen wij voor die bepaling op te heffen vanaf 1 januari 1964; intussen zullen de werkgevers de nodige tijd hebben gekregen om een geschikte regeling uit te werken voor het verrichten van een zo snel mogelijke controle.

A. PARISIS.
A. LAVENS.